

NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/2046/Add.1  
5 juillet 1951  
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

Distr. double

Treizième session

Point 20

RAPPORT DU COMITE CHARGE DU PROJET DE CONVENTION RELATIVE  
A LA LIBERTE DE L'INFORMATION

Problèmes juridiques soulevés par certains amendements au Projet de convention

Dispositions législatives pertinentes de différents pays et extraits  
de décisions judiciaires limitant la liberté de l'information

NOTE : Le but du présent rapport est de donner des exemples de dispositions législatives nationales qui, quant au fond, sont en relation avec les amendements, et dont il est question dans la Résolution A du Comité chargé du Projet de convention relative à la liberté de l'information. Cette étude n'épuise pas le sujet. Les sources d'information utilisées sont indiquées dans les notes de bas de page. Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies a assuré, lorsque besoin en était, la traduction des textes.

TABLE DES MATIERES

Pages

PREMIERE PARTIE	QUESTIONS QUI SONT DE NATURE A BLESSER LES SENTIMENTS DES RESSORTISSANTS DE L'ETAT . . . . .	3
-----------------	--	---

Autriche	p. 3	Inde	p. 7	Suède	p. 10
Brésil	4	Iran	7	Suisse	10
Colombie	5	Nicaragua	9	Turquie	10
Egypte	6	Pays-Bas	8	Uruguay	16
Etats-Unis	14	Pologne	9		
Guatemala	6	Royaume-Uni	11		

DEUXIEME PARTIE	NOUVELLES FAUSSES OU DEFORMEES QUI NUISENT AUX RELATIONS AMICALES ENTRE PEUPLES OU ETATS . . . . .	18
-----------------	--	----

Autriche	p. 18	France	p. 24	Pérou	p. 29
Belgique	18	Grèce	25	Rép. dominicaine	22
Canada	19	Inde	26	Suède	29
Colombie	19	Iran	26	Suisse	30
Costa Rica	19	Liechtenstein	27	Tchécoslovaquie	21
Cuba	20	Mexique	27	Union des Répu-	32
Egypte	23	Nouvelle-Zélande	28	bliques socia-	
Etats-Unis	31	Pays-Bas	28	listes sovié-	
				tiques	32
				Uruguay	32

TROISIEME PARTIE	DISCRIMINATIONS RACIALES, NATIONALES ET RELIGIEUSES . . . . .	32
------------------	--	----

Autriche	p. 33	Inde	p. 34	Pologne	p. 37
Egypte	33	Nouvelle-Zélande	35	Royaume-Uni	37
Etats-Unis	33	Pays-Bas	35	Suède	37
France	33	Philippines	36	Turquie	37

PREMIERE PARTIE

Restrictions à la liberté de l'information dans les dispositions  
législatives et la jurisprudence nationales,  
en ce qui concerne les :

"Questions qui sont de nature à blesser les  
sentiments des ressortissants de l'Etat"

AUTRICHE

Code pénal du 27 mai 1852 avec ses amendements (1)

"Trouble du culte religieux"

Article 122. Le crime de troubler le culte est commis par :

(a) Celui qui blasphème contre Dieu dans ses discours, ses actes, des imprimés ou des écrits mis en circulation;

(b) Celui qui, sur le territoire de l'Etat, trouble l'exercice du culte religieux en agissant irrespectueusement à l'égard des objets servant au culte, ou qui, par des actes, discours, imprimés ou écrits mis en circulation, manque publiquement de respect à la religion;

.....

(d) Celui qui tente de répandre l'incroyance.

Offense à une Eglise ou communauté religieuse légalement reconnue

Art. 303. Quiconque publiquement ou devant plusieurs personnes ou dans des imprimés, par la distribution d'illustrations ou d'écrits, se moque des doctrines, coutumes ou institutions d'une Eglise ou communauté religieuse légalement reconnue par l'Etat, les dénigre, ou offense un représentant de cette Eglise ou de cette communauté dans l'exercice de ses fonctions religieuses, ou se comporte d'une manière scandaleuse ou inconvenante pendant l'exercice public du culte, se rend coupable d'un délit et sera puni d'un emprisonnement d'un à six mois, à moins que cet acte ne constitue le crime de trouble du culte (article 122)."

---

(1) Voir Liberté de l'Information, Recueil, vol. II - Réponses des gouvernements, Publication des Nations Unies, n° de vente 1950 XIV.1, vol. II, pages 167 et 168. Cette publication sera ci-après citée sous le titre abrégé de "Liberté de l'Information, vol. II".

BRESIL

Code pénal du Brésil, du 7 décembre 1940 (1)

Titre V - Outrages au sentiment religieux et au respect dû aux morts

Chapitre I - Outrages au sentiment religieux

Article 208. (Outrages à la religion et police des cultes). Quiconque livre une personne à la dérision publique en raison de ses convictions ou de ses fonctions religieuses, ou quiconque empêche ou trouble la célébration d'une cérémonie religieuse ou d'un culte :

sera puni d'une peine de prison d'un mois à un an ou d'une amende de 500.000 reis, à 3 millions de reis.

Paragraphe unique : Si le coupable a usé de violence dans la perpétration de son acte, ces peines seront majorées d'un tiers, indépendamment de la peine applicable à l'emploi de la violence.

Chapitre II - Outrages au respect dû aux morts

Art. 209. (Empêchement d'une cérémonie funèbre; trouble apporté à une telle cérémonie). Quiconque, par ses actes, empêche ou trouble une cérémonie funèbre

sera puni d'une peine de prison d'un mois à un an ou d'une amende de 500.000 reis à 3 millions de reis.

Paragraphe unique : Si le coupable a usé de violences dans la perpétration de son acte, ces peines sont majorées d'un tiers, indépendamment de la peine applicable à l'emploi de la violence.

Article 210. (Violation de sépulcre). La violation ou la profanation d'une sépulture ou d'une urne funéraire

sera punie d'une peine de prison d'un an à trois ans et d'une amende de 500.000 reis à 3 millions de reis.

Article 211. (Destruction, enlèvement ou dissimulation d'une dépouille mortelle). La destruction, la dissimulation ou l'enlèvement en totalité ou en partie d'une dépouille mortelle

seront punis d'une peine de prison d'un an à trois ans et d'une amende de 500.000 reis à 3 millions de reis.

Article 212 (Profanation d'une dépouille mortelle). La profanation d'une dépouille mortelle ou des cendres d'une personne décédée

sera punie d'une peine de détention d'un an à trois ans, et d'une amende de 500.000 reis à 2 millions de reis.

---

(1) Codigos Penales Iberoamericanos. Estudio de Legislacion comparada,  
par Luis Jimenez de Asua, vol. 1, 1946, p. 605.

COLOMBIE

Code pénal de 1937<sup>(1)</sup>

Titre XI - Atteintes à la liberté de la personne et à d'autres droits fondamentaux

Chapitre VIII - Outrages au sentiment religieux et au respect dû aux morts

Article 312. Quiconque, par violence ou menace, contraint autrui à exercer un culte ou à participer à une cérémonie religieuse d'une confession quelconque, sera puni d'une peine de prison d'un à trois mois et d'une amende de 200 pesos.

Sera passible des mêmes peine et amende quiconque, de la manière indiquée à l'alinéa précédent, empêche autrui d'exercer un culte ou de participer à une cérémonie religieuse d'une confession quelconque.

Si le délinquant est un fonctionnaire public, la durée de la peine de prison et le montant de l'amende seront augmentées dans des proportions qui pourront atteindre la moitié de cette durée ou de ce montant.

Article 313. Quiconque empêche ou trouble par des menaces, des outrages, des injures ou des expressions de mépris, le déroulement d'une cérémonie religieuse ou des rites d'une confession autorisée sur le territoire de l'Etat, sera puni d'une peine de prison d'un à six mois et d'une amende de 20 à 200 pesos.

Article 314. Quiconque détruit, outrage ou, de toute autre manière, profane publiquement par des injures ou expressions de mépris les objets du culte ou emblèmes d'une religion autorisée sur le territoire de l'Etat, et quiconque insulte ou moleste à ce titre le ministre d'une des religions sus-indiquées, sera puni d'une peine de prison de deux mois à un an et d'une amende de 20 à 500 pesos.

Article 315. Quiconque profane un cadavre ou la dépouille mortelle d'une personne décédée, les enlève de leur sépulture ou porte atteinte à cette sépulture dans des conditions outrageantes ou contrevenant à la loi, sera puni d'une peine de prison de six mois à deux ans.

---

(1) Codigos penales Iberoamericanas, Estudio de Legislacion comparada,  
par Jimenez de Asua, vol. I, 1946, p. 683.

EGYPTE  
Code pénal (1)

"Chapitre XI

Outrages à la religion

Article 160 - Est puni d'une peine de prison qui ne sera pas supérieure à un an, ou d'une amende qui ne sera pas supérieure à 50 livres égyptiennes

1. Quiconque trouble l'exercice d'un culte ou des cérémonies religieuses relatives à ce culte ou l'aura entravé par des actes ou des menaces . . . . .

Article 161 - Les mêmes peines frappent tout outrage à l'un des cultes publiquement professés, commis par l'un des moyens énumérés à l'article 171 (c'est-à-dire publiquement, par des paroles, cris, actes ou gestes, ou par le moyen d'écrits, de dessins, d'images, de photographies, d'emblèmes, ou, publiquement, par tout autre moyen d'expression ou de publicité.

Tombent sous l'application du présent article :

1. Le fait d'imprimer et de publier un livre reconnu comme livre saint par l'un des cultes publiquement professé, en altérant avec intention le texte de ce livre de manière à en dénaturer le sens.

2. Le fait d'imiter, dans un endroit ou réunion publics, une cérémonie religieuse ou un acte religieux en vue de le ridiculiser ou pour servir de spectacle aux assistants".

GUATEMALA

Décret N° 666, en date du 24 septembre 1949, portant amendement au Code pénal (2)

Article 126. Les personnes ci-après seront punies d'une peine de prison d'une année :

. . . . .

2. Quiconque publie ou diffuse, de quelque manière que ce soit, des nouvelles fausses ou déformées, susceptibles d'apporter un trouble grave à l'ordre public ou de constituer une menace pour la souveraineté nationale.

---

(1) Répertoire de législation égyptienne, Tri., deuxième édition, juin 1938.

(2) Annuaire des Droits de l'homme 1949, p. 89.

## INDE

Code pénal de l'Inde (1860)<sup>(1)</sup>Violation ou profanation de lieux de sépulture etc.

Article 297. Quiconque, dans le dessein de blesser les sentiments d'autrui ou d'outrager sa religion, ou sachant qu'il risque de blesser ces sentiments ou d'outrager cette religion, commet un acte de violation ou de profanation dans un lieu de culte, un lieu de sépulture ou dans tout autre lieu réservé à la célébration de rites funèbres ou servant de dépôt mortuaire, ou quiconque profane une dépouille mortelle ou trouble une réunion de personnes assistant à une cérémonie funèbre,

sera puni soit d'une peine de prison, de l'une ou de l'autre des deux catégories prévues dans la loi, qui ne sera pas supérieure à un an, soit d'une amende, soit des deux peines à la fois.

Paroles etc. visant délibérément à blesser les sentiments religieux d'autrui

Article 298. Quiconque, à portée d'oreille et dans le dessein de blesser les sentiments religieux d'autrui, profère des paroles ou fait du bruit; quiconque, à portée de vue et dans ce même dessein, se livre à des gestes, ou place des objets sous les yeux d'autrui, sera puni, soit d'une peine de prison, de l'une ou de l'autre des deux catégories prévues par la loi, qui ne sera pas supérieure à un an, soit d'une amende, soit des deux peines à la fois.

Article 505. Quiconque fait des déclarations, publie des nouvelles ou répand des bruits alarmants,

.....

(b) sciemment destinés à semer la crainte ou l'alarme dans le public, ou susceptibles de semer la crainte ou l'alarme dans le public ou une partie du public, et, par là, d'inciter autrui à commettre des délits contre l'Etat ou contre la tranquillité publique,

sera puni, soit d'une peine d'emprisonnement qui ne sera pas supérieure à deux ans, soit d'une amende, soit des deux peines à la fois.

Clause d'exception - Au sens du présent article, il n'y a pas délit si la personne faisant ces déclarations, publiant ces nouvelles ou répandant ces bruits alarmants avait des raisons suffisantes de croire à la véracité de ces déclarations, nouvelles ou bruits et si elle a agi ainsi sans aucune des intentions délictueuses définies ci-dessus.

## IRAN

Loi sur la Presse de février 1908<sup>(2)</sup>

"Article 33 - Quiconque inscrira, dans un journal ou une autre publication, des articles contraires à la religion et à la foi islamique sera passible d'une amende de 10 tomans à 300 tomans . . . .

(1) Sapru, Encyclopaedia of General Acts and Codes of India, "Criminal Law and Precédure", vol.II, pages 241-242 et 386.

(2) Liberté de l'Information, vol. II, page 64.

Loi sur le contrôle de la presse, adoptée en octobre 1922<sup>(1)</sup>

Article 1 - Etant donné que, conformément à l'article 20 de la loi constitutionnelle, les impressions à l'exception de celle des écrits contenant des erreurs et des textes susceptibles de nuire à la religion islamique, ne sont pas interdites, tous les directeurs de journaux, de revues et les propriétaires d'imprimerie sont tenus, toutes les fois qu'ils veulent imprimer un texte contenant un exposé, un récit ou des plaisanteries ayant pour sujet principal ou secondaire la foi islamique ou la religion, de les soumettre à l'approbation du magistrat chargé de veiller à l'application des lois religieuses...

Article 2 - Toutes les fois que le directeur d'un journal ou d'une revue ou un propriétaire d'imprimerie ou une autre personne enfreindra les dispositions de l'article ci-dessus, la cause sera portée sur plainte du procureur général ou d'un particulier, devant le magistrat chargé de veiller à l'application des lois religieuses ou le juge musulman ....

PAYS-BAS

Code pénal de 1886, avec ses divers amendements<sup>(2)</sup>

LIVRE DEUX

Délits

CHAPITRE IV

Délits contre l'ordre public

Article 147 - Est passible d'une peine d'emprisonnement qui ne sera pas supérieure à trois mois, ou d'une amende qui ne sera pas supérieure à 120 florins :

1. Quiconque publiquement, dans ses paroles ou dans ses écrits, use de termes méprisants ou blasphématoires susceptibles d'offenser les sentiments religieux d'autrui;
2. Quiconque tourne en dérision une personne officiant à une cérémonie religieuse dans l'exercice légitime de ses fonctions;
3. Quiconque fait preuve d'irrévérence à l'égard d'objets consacrés au culte dans les lieux et aux heures où la célébration de ce culte est autorisée.

Article 147a - Quiconque répand, exhibe publiquement, expose ou détient, en vue de les répandre, de les exhiber publiquement ou de les exposer, des écrits ou images qui dans leur teneur ou leur sujet sont outrageants ou blasphématoires et susceptibles de blesser les sentiments religieux d'autrui, **alors** qu'il connaissait le caractère de ces articles ou avait de bonnes raisons de les soupçonner, sera passible d'une peine de prison qui ne sera pas supérieure à 2 mois ou d'une amende qui ne sera pas supérieure à 120 florins.

Les mêmes peines s'appliqueront à quiconque, connaissant la teneur d'un tel écrit ou ayant de bonnes raisons de le soupçonner, agit de manière à le faire entendre en public.

(1) Liberté de l'Information, vol. II, page 64

(2) Het Wetboek Van Strafrecht (1941).



Si c'est dans l'exercice de son activité professionnelle que le délinquant a commis un des délits visés par le présent article et, si au moment de commettre ce délit, moins de deux ans se sont écoulés depuis qu'une condamnation antérieurement prononcée contre lui pour un même délit est devenue exécutoire, il peut être déclaré déchu du droit d'exercer sa profession.

Article 148 - Quiconque empêche sciemment l'accès autorisé à un lieu de sépulture ou le transport légitime d'une dépouille mortelle vers son lieu de sépulture, ou quiconque y met sciemment obstacle, sera passible d'une peine de prison qui ne sera pas supérieure à un mois, ou d'une amende qui ne sera pas supérieure à 120 florins.

Article 149. - Quiconque profane une sépulture ou quiconque, sans y être autorisé par la loi, détruit ou endommage sciemment un monument funéraire érigé dans un lieu de sépulture sera passible d'une peine de prison qui ne sera pas supérieure à un an.

#### NICARAGUA

#### Code pénal de 1891 amendé<sup>(1)</sup>

#### III - Outrages à la religion.

Article 205 - Quiconque commet l'un des actes définis ci-après se rend coupable d'un outrage à la religion.

1. Quiconque, par des actes ou des menaces, et sans y être autorisé par la loi, trouble l'exercice d'un culte, quelle qu'en soit la forme;

2. Quiconque renverse, endommage, met hors d'usage ou détruit des objets du culte consacrés dans un édifice religieux ou un lieu utilisé pour les pratiques religieuses;

3. Quiconque, sans cause légitime, se livre à des voies de fait sur la personne d'un ministre d'une religion ou quiconque l'insulte ou l'outrage dans l'exercice de ses fonctions (article 6 de la Constitution).

Article 207 - Commet le délit dit d'intolérance quiconque :

1. Par une pression matérielle, des menaces, des reproches ou de toute autre manière susceptible d'intimider une personne, oblige celle-ci à changer de confession ou de pratiques religieuses;

2. Trouble autrui dans l'exercice d'un culte en public ou en privé, par des moyens susceptibles de lui faire interrompre ses dévotions, de l'importuner ou de distraire son attention (articles 16 et 13 de la Constitution).

#### POLOGNE

#### Décret N° 334 du 5 août 1949 relatif à la sauvegarde de la liberté de conscience et de la liberté de religion (2)

Article 5 - Quiconque porte publiquement atteinte aux sentiments religieux d'autrui par des actes insultants à l'égard d'un objet du culte ou par des actes

(1) Códigos Penales Iberoamericanos. Estudio de Legislación comparada, par Luis Jiménez de Asua, vol. II, 1946, p. 270.

(2) Annuaire des Droits de l'homme, 1949, page 173 de l'édition anglaise.

outrageants, commis en un lieu consacré à des cérémonies religieuses, est passible d'une peine d'emprisonnement qui ne sera pas supérieure à cinq ans.

SUEDE

Loi constitutionnelle sur la liberté de la presse, en date du 23 mars 1949 (1)

"Chapitre 7

Infractions à la liberté de la presse

Article 4 - Compte tenu du but de la liberté de la presse, tel qu'il est énoncé au chapitre premier, la publication d'un texte est défendue si le contenu de ce texte est punissable par la loi et si, en même temps, il implique :

....

5) Une offense ou tout autre acte diffamatoire dirigé contre le Roi ou un autre membre de la famille royale, un outrage à l'égard du gouvernement agissant en lieu et place du Roi, ou du Riksdag, de ses sections ou commissions, ou du drapeau, des armes de la Suède, ou de tout autre symbole de la souveraineté suédoise;

....

11) L'insulte à l'égard de toute chose considérée comme sacrée par l'Eglise ou par une religion reconnue."

SUISSE

Législation cantonale

"Canton d'Appenzell (Rhodes intérieures)

Atteintes à l'ordre public<sup>(2)</sup>

Article 42 - Quiconque produit des ouvrages imprimés, des photographies, des images, des films ou d'autres objets qui sont de nature à inciter, directement ou indirectement, à des crimes ou des délits, à exercer une influence néfaste sur la morale, à troubler la paix religieuse ou à causer du scandale, et quiconque expose lesdits objets ou les met en vente, sera, dans le cas où ces actes ne relèvent pas de l'article 204 ou de l'article 212 du Code pénal cantonal, passible d'une peine de prison ou d'une amende".

TURQUIE

Loi sur la presse, amendée en date du 20 septembre 1946 (3)

"Article 30 - Toute personne qui publie des articles heurtant les sentiments nationaux ou donnant de faux renseignements qui tendent à heurter ces sentiments, sera condamnée à une amende qui ne sera pas inférieure à 300 livres turques.

Code pénal<sup>(4)</sup>

Article 163 - Ceux qui se servent de la religion ou des sentiments religieux comme un moyen de provoquer la nation à des actes pouvant être nuisibles à la sécurité

(1) Liberté de l'Information, vol. II, p.80.

(2) Liberté de l'Information, vol. II, p.87.

(3) Liberté de l'Information, vol. II, p.96.

(4) Ibidem, page 196.

de l'Etat, ou bien ceux qui fondent des associations à cette fin, sont frappés d'une lourde peine d'emprisonnement, même s'il n'existe aucun résultat effectif de leur provocation ou organisation."

#### ROYAUME-UNI

##### a. Dispositions législatives

##### 1. Répression du blasphème et des juréments (1697-8), 9 Will. 3 C. 35 <sup>1)</sup>

###### Loi visant à réprimer de façon plus rigoureuse le blasphème et les juréments

Considérant que de nombreuses personnes ont souvent, au cours de ces dernières années, ouvertement exposé ou publié des opinions blasphématoires et impies contraires aux doctrines et aux principes de la religion chrétienne, considérant que ces opinions constituent un grave outrage à Dieu Tout Puissant et menacent la paix et le bien-être du Royaume, Sa très Excellente Majesté, résolue à réprimer avec plus de rigueur ces actes haïssables, ayant entendu l'avis des Lords spirituels et temporels et des Communes, réunis en Parlement, décide, avec l'assentiment dudit Parlement, d'édicter ce qui suit:

Toute personne qui, ayant été élevée dans la religion chrétienne ou ayant à un moment quelconque professé la religion chrétienne sur le territoire du Royaume, écrira, imprimera, enseignera ou déclarera de propos délibéré qu'il n'y a pas qu'un seul Dieu, que la religion chrétienne n'est pas vérité et que les Saintes Ecritures de l'Ancien et du Nouveau Testament ne sont pas d'inspiration divine, et qui, ayant été mise en accusation par un grand jury ou à la suite d'une information judiciaire, devant l'un quelconque des tribunaux du Roi à Westminster ou devant les Assises, aura été, conformément à la loi, reconnue coupable de ces actes à la suite d'une déclaration sous serment d'au moins deux témoins dignes de foi, sera condamnée aux peines suivantes:

S'il s'agit d'une première infraction, elle sera déclarée juridiquement incapable, à tous égards, d'occuper une charge, un emploi ou une fonction ecclésiastique, civile ou militaire ou de bénéficier, en totalité ou partie, des avantages qui s'y attachent. Elle sera démise de toute fonction, de tout bénéfice ou de toute charge qu'elle pourrait occuper lors de sa condamnation; en cas de récidive, elle sera déclarée incapable, à vie, d'ester en justice ou d'engager aucune poursuite devant un tribunal de Common Law ou d'Equity; elle ne pourra non plus exercer les fonctions de tuteur ou d'exécuteur testamentaire, ni être nommée par décision judiciaire, administrateur d'une succession, ni effectuer des legs ou des donations, ni exercer aucune fonction civile ou militaire, ni jouir d'un bénéfice ecclésiastique sur le territoire du Royaume. Elle sera enfin condamnée à trois ans de prison, sans pouvoir bénéficier d'une mise en liberté provisoire sous caution ou sous la garde d'un tiers (mainprize).

##### Notes:

(1) Les mots oris ont été abrogés par la loi 53 Geo. 3 c.160 (1812-3), s. 2 (abrogée). La loi reproduite ci-dessus est sans effet sur le délit de blasphème

1) Halsbury's Statutes of England, 2ème éd. (1949) vol. V, p. 514

en Common Law (A-G. c Pearson (1817), 3 Mer.353: 15 Digest 733,7915; R. c Carlile (1819), 3 B & Ald. 161; 15 Digest 733, 7916); voir, à ce sujet, 9 Halsbury's Laws (2ème Ed.) 387.

(2) Aucune poursuite n'a été engagée, à l'époque moderne, en application de ces lois.

2. La loi sur la diffamation par écrit (Criminal Libel Act) (1819), 60 Geo. 4 c. 8 <sup>1)</sup>

Loi visant à prévenir et à réprimer de façon plus rigoureuse les écrits blasphématoires et séditieux

Droit pour le Tribunal, lorsqu'un verdict etc... a été rendu contre une personne coupable d'avoir rédigé etc... un écrit blasphématoire ou séditieux, d'ordonner la saisie des exemplaires de l'écrit détenus par cette personne etc...

Lorsqu'un verdict ou un jugement par défaut aura été rendu contre la personne coupable d'avoir rédigé, imprimé ou publié un écrit blasphématoire, ou un écrit séditieux visant à susciter le mépris ou la haine de la personne de Sa Majesté.... du Gouvernement et de la Constitution légitimes du Royaume-Uni, ou de l'une des Chambres du Parlement, ou visant à inciter les sujets de Sa Majesté à tenter, par des moyens illégitimes, de modifier l'ordre légalement établi dans l'Eglise ou dans l'Etat, le juge ou le tribunal devant lequel ce verdict aura été rendu, ou le tribunal qui aura prononcé ce jugement par défaut, pourra ordonner, en prescrivant les mesures à prendre, la saisie et la mise en lieu sûr de tous les exemplaires de l'écrit détenus par la personne en question ou par des tiers, nommés dans l'ordonnance, qui les tiendront à la disposition de cette personne; dans ce dernier cas, le juge et le tribunal devra avoir acquis au préalable la conviction, fondée sur une déclaration faite sous serment, que lesdits tiers détiennent effectivement un ou plusieurs exemplaires de l'écrit et les gardent à la disposition de la personne en question; les juges de paix et les agents de la force publique chargés d'exécuter cette ordonnance, ainsi que toutes personnes leur prêtant main-forte, pourront effectuer à cette fin une perquisition dans les maisons, bâtiments et autres locaux appartenant à ladite personne ou auxdits tiers; s'ils se voient refuser le droit de pénétrer dans lesdits locaux ou si, après une première sommation, ils ne peuvent y obtenir accès dans un délai raisonnable, ils pourront, de jour, y pénétrer de force pour se saisir de tous les exemplaires qu'ils y trouveront et les mettre en lieu sûr, en attendant que lesdits exemplaires soient restitués conformément aux dispositions de la présente loi ou qu'il en soit disposé en vertu d'une nouvelle ordonnance.

Notes:

Le "Blasphemy" et le "blasphemous libel" (écrit blasphématoire). On entend par "blasphemy" le délit qui consiste à tourner en dérision ou à contester, par la raillerie ou par des propos irrévérencieux, les doctrines de la foi chrétienne. Il y a "blasphemous libel" lorsque les déclarations blasphématoires revêtent la forme écrite (voir 9 Halsbury's Laws (2ème éd.) 388, et, pour des cas d'espèce, 15 Digest 733-735, 7914-7949).

1) Halsbury's Statutes of England, 2ème édition, Vol. 13, p. 1122

3. La loi modifiant la législation relative à la diffamation par écrit (1888),  
51 & 52 Vict. c. 64 <sup>1)</sup>

Loi portant modification de la législation relative à la diffamation par écrit

.....

3. Privilèges de la presse en matière de comptes rendus de débats judiciaires  
Ne pourra être poursuivi pour délit de diffamation par écrit le journal qui publie un compte rendu impartial et véridique de l'audience publique d'un tribunal judiciaire, à condition que la publication de ce compte rendu s'effectue à l'époque où se déroulent les débats; les dispositions du présent article n'autorisent, toutefois, en aucune manière la publication d'un texte blasphématoire ou immoral.

2)  
b. Jurisprudence

Le "blasphemous libel".

Dans le Common Law anglais, le "blasphemous libel" est une infraction punissable d'une amende et d'une peine de prison. D'une façon générale, il consiste à prononcer, à écrire ou à publier, dans l'intention d'offenser et de heurter les sentiments des croyants, des propos grossiers ou injurieux qui témoignent de mépris à l'égard de Dieu, de Jésus-Christ, du Saint-Esprit, de l'Ancien ou du Nouveau Testament ou du Christianisme en général ou qui les tournent en dérision. <sup>3)</sup>

Blasphémer, c'est, essentiellement, publier des propos si grossiers et si offensants à l'égard de la religion chrétienne qu'ils dépassent les limites admises de la controverse et qu'ils visent manifestement à outrager les sentiments des adeptes du Christianisme. <sup>4)</sup>

Une personne accusée de "blasphemous libel" ne peut invoquer aucune justification à son délit ni alléguer, lors de son procès, la véracité des propos blasphématoires qu'elle a tenus. <sup>5)</sup>

---

1) Halsbury's Statutes of England, 2ème édition, vol. 13, p.1143

2) Les cas d'espèce du Common Law cités sous la présente rubrique sont extraits de Halsbury's Statutes of England, 2ème édition, (1949), vol.5, et de Odgers, Libel and Slander, 6ème édition, (1929).

3) Bowman c/Secular Society, Ltd, (1917) A.C. 406; 86 L.J. Ch. 565

4) R. c/Cott (1922), 16 Cr. App. Rep. 87.

5) R. c/Davidson (1821), 4 B. & Ald. 329; Cooke c/Hughes, Ry. & Moo. 115.

1)  
Le "blasphemy" en Common Law

Il ressort des premiers cas d'espèce en Common Law que l'on pouvait être poursuivi et condamné pour blasphème lorsque l'on avait "troublé la paix publique" ou "mis en péril l'existence de l'Etat". Les tribunaux soulignaient que les prédications et les écrits blasphématoires provoquaient de dangereuses manifestations de fanatisme et que l'Etat était donc directement intéressé à leur répression. Dans l'affaire R. c/Taylor,<sup>2)</sup> il fut jugé que les propos blasphématoires n'étaient pas seulement une insulte à Dieu et à la religion, mais aussi un crime contre la Loi, l'Etat et le Gouvernement, et que le tribunal pouvait donc en punir les auteurs.

La notion de blasphème, telle qu'on l'avait définie lors de l'affaire R. c/Taylor, a été étendue par la suite; les tribunaux ont fait dépendre la responsabilité pénale du "caractère hérétique des opinions exprimées" et soutenu que "tout ce qui porte atteinte aux fondements mêmes du Christianisme vise manifestement à détruire le Gouvernement temporel".<sup>3)</sup> En 1915, dans l'affaire Re Bowman,<sup>4)</sup> le tribunal a décidé qu'un homme qui étudie et conteste ces doctrines avec sérieux et respect ne s'expose à aucune poursuite pénale et ne peut donc être punissable pour délit de blasphème en Common Law. Les opinions religieuses d'un homme ne relèvent donc plus de la Justice. Alors qu'à l'origine le délit de "blasphemous libel" reposait sur la notion de "menace contre l'Etat", il repose maintenant sur un élément nouveau : "l'intention malveillante de heurter les sentiments religieux d'autrui en tournant en dérision, d'une façon injurieuse, tout ce qu'autrui tient pour sacré".<sup>5)</sup>

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Code pénal de l'Etat de Californie <sup>6)</sup>

Article 258. Se rend coupable de diffamation verbale (slander) quiconque prononce, radiodiffuse ... ou tient de toute autre manière des propos malveillants ... de nature à ternir la mémoire d'une personne décédée ou à porter atteinte à la réputation d'une personne vivante ou d'une société, association ou organisation éducative, littéraire, sociale, amicale, bénévole ou religieuse ...

Législation de l'Etat d'Indiana <sup>7)</sup>

Article 10-904. L'Etat protège le bien-être et les droits de ses citoyens en empêchant l'exploitation (racketeering) de la haine.

1) Voir Odgers, Libel and Slander, 6ème édition, pp. 396-404.

2) 1 Vent. 293.

3) R.c/Woolston, 1 Bernard, 162, 266.

4) Re Bowman, 2 Ch. p.403.

5) Voir Odgers, Libel and Slander, 6ème édition, pp. 396-404.

6) Code pénal de l'Etat de Californie, chap. 11. (1941).

7) Ind. Stat., para. 10-904-914 (Burns 1933).

Article 10-905.A. Toute action concertée ... en vue de faire naître ... ou de propager des sentiments de haine inspirés par la race, la couleur ou la religion ... au profit ou au détriment d'une ou de plusieurs personnes, ou d'un groupe de personnes, à titre individuel ou collectif ... est illégale ...

Article 10-906. Quiconque contrevient aux dispositions des articles précédents sera déclaré coupable d'avoir exploité la haine et pourra être déchu du droit de vote pour une période de dix ans au maximum et condamné à une peine ne pouvant excéder dix mille dollars d'amende et deux ans de prison.

Article 10-907. Cet article traite de l'indemnité équitable dont il est question plus bas.

Article 10-908. Aucune société ne pourra se constituer dans l'Etat, ni, dans le cas d'une société étrangère à l'Etat, exercer une activité sur le territoire de l'Etat, en vue de contrevenir aux dispositions de l'article 10-905.

Article 10-909. Toute société, constituée dans l'Etat, qui contreviendra aux dispositions de l'article 10-905 sera dissoute.

Article 10-912. Au sens de la présente loi, l'expression "haine" désigne les sentiments de malveillance, d'animosité, d'exécration ...

Article 10-913. Aucune disposition d'aucun article de la présente loi ne pourra être interprétée comme portant atteinte à l'exercice de l'un quelconque des droits garantis par la Constitution fédérale ... notamment, et sans que cette énumération soit limitative, les droits à la liberté de parole, à la liberté de la presse et à la liberté de religion.

#### Législation de l'Etat du Mississippi <sup>1)</sup>

Article 1. Celui qui, agissant isolément, ou comme membre d'une organisation ou d'une association, ou à tout autre titre, prêchera, enseignera ou répandra volontairement, par la parole, ou au moyen d'un phonographe ou de tout autre instrument, ou encore par écrit ou au moyen de cartes ou d'images, des principes, des croyances, des théories ou de prétendus corps de doctrine susceptibles de provoquer de la méfiance, des troubles, des préjugés ou de la haine pour des raisons de race ... se rendra coupable d'un crime et sera puni d'une peine d'emprisonnement dans l'établissement pénitentiaire de l'Etat jusqu'à la conclusion d'un traité de paix par les Etats-Unis, sans, toutefois, que cette peine puisse dépasser dix ans.

#### Décision judiciaire

Taylor c/ Mississippi. <sup>2)</sup> Décision: la loi de l'Etat de Mississippi est inconstitutionnelle. Le membre de phrase : "par la parole ..., par écrit ou au moyen de cartes ou d'images ... susceptibles de provoquer de la méfiance, des

1) 319 U.S. 581

2) 319 U.S. 583

troubles, des préjugés ou de la haine pour des raisons de race" est conçu en termes trop généraux, et manque de précision. On pourrait, en interprétant cette loi, qualifier de crime le fait de communiquer à autrui des opinions sur la politique du Gouvernement ou des prédictions sur l'avenir de notre nation ou d'autres nations ... et punir ces actes sans qu'il ait été allégué ou prouvé que leurs auteurs ont agi dans une intention malveillante, qu'ils ont préconisé ou encouragé des menées subversives contre la nation ou contre l'Etat, ou qu'ils ont soumis nos institutions à un danger manifeste et immédiat.

#### Législation de l'Etat de New York <sup>1)</sup>

Si aucune autre peine n'est expressément prévue au présent chapitre, quiconque, volontairement et sans justification, commet un acte qui porte gravement atteinte à la personne ou aux biens d'autrui, ou qui trouble gravement ou met en péril la paix ou la santé publiques, ou qui outrage ouvertement la moralité publique, se rend coupable d'un délit ...

#### Décision judiciaire

Ministère public c/ Edmondson. <sup>2)</sup> Décision : Il n'apparaît pas, à la lecture de la législation de l'Etat de New York, que la protection de la loi s'étende aux groupes. Il s'agit donc ici, de déterminer si la jurisprudence a interprété ou devrait interpréter cette législation de façon à permettre la mise en accusation de ceux qui injurient des groupes entiers, par exemple tous les Juifs, ou tous les Chrétiens ou tous les membres du parti démocrate ou tous les membres du parti républicain ... Etant donné les termes généraux employés dans la loi, il est très douteux que l'on puisse appliquer celle-ci aux cas de discrimination religieuse, raciale ou nationale. <sup>3)</sup>

#### URUGUAY

#### Code pénal (Chapitre V), 4 décembre 1933 <sup>4)</sup>

#### Atteintes à la liberté de culte et au sentiment religieux

Art. 304 - (Atteintes à la liberté de culte constituée par le fait d'intervenir dans une cérémonie religieuse ou de la troubler). Est passible d'une peine de trois à dix-huit mois de prison quiconque intervient ou porte le trouble, de quelque façon que ce soit, dans une cérémonie, des rites ou un acte du culte de l'une quelconque des religions reconnues dans le pays, que ce soit dans un lieu consacré au culte, dans un lieu public ou même, si un ministre du culte est présent, dans un local privé.

1) Article 2090 du Code pénal de l'Etat de New York, 188, N.Y. 478, 81 N.E.459 (1907)

2) 4 N.Y.S., 2d. p. 260

3) Tenenhaus, "Group Libel", Cornell Law Quarterly, vol. 35, 1950, p. 287

4) Codigos Penales Iberoamericanos. Estudio de Legislación comparada, par Luis Jiménez de Asúa, vol. II, 1946, p. 773.



Art. 305 - (Atteintes à la liberté de culte, résultant de la profanation du lieu ou des objets consacrés au culte). Est passible d'une peine de six mois à deux ans de prison quiconque offense de quelque façon que ce soit, par ses paroles, par ses actes (et notamment par les dégâts ou les destructions qu'il cause), l'une quelconque des religions reconnues dans le pays, en profanant les objets que vénère cette religion ou les objets rituels dans les lieux consacrés au culte, si ces actes sont commis en public, ou acquièrent un caractère public, du fait de leur nature scandaleuse.

Art. 306 - (Atteintes à la liberté de culte, résultant d'insultes adressées, en public, aux fidèles d'une religion ou aux ministres du culte). Est passible d'une peine de trois mois à un an de prison quiconque offense, de quelque façon que ce soit, l'une des religions reconnues dans le pays, ou insulte en public les ministres ou les fidèles de cette religion.

Art. 308 - (Profanation des tombes, des urnes ou des objets consacrés au culte des morts). Est passible d'une peine de six mois à cinq ans d'emprisonnement dans un établissement pénitentiaire, quiconque profane une tombe, une urne, les objets qui les protègent ou qui les ornent, ou les objets consacrés au culte des morts, ou quiconque les défigure, les dépare, les mutilé, ou les profane par des inscriptions déplacées ou injurieuses.

## DEUXIEME PARTIE

Restrictions à la liberté de l'information dans les dispositions législatives  
et la jurisprudence nationale,  
en ce qui concerne les :

"nouvelles fausses ou déformées qui nuisent aux relations  
amicales entre peuples ou Etats"

### AUTRICHE

Code pénal du 27 mai 1852, amendé<sup>(1)</sup>

"Art. 308. Quiconque, sans avoir de bonnes raisons pour la croire véridique, colporte une fausse rumeur, de nature à inquiéter le public ou à influencer défavorablement l'opinion publique étrangère sur les conditions existant dans le pays, ainsi que quiconque colporte une prédiction de même nature - à moins qu'un tel acte ne soit punissable de peines plus graves - se rend coupable d'une contravention et sera puni de huit jours à trois mois d'emprisonnement. L'expulsion du territoire de l'Etat sera, en outre, prononcée contre l'étranger coupable de cette contravention."

### BELGIQUE

Congo belge

Ordonnance législative No 254/Telec. du 23 août 1940, relative aux télécommunications<sup>(2)</sup>

"Titre II. Radiocommunications

Art. 27. Sont interdits :

5. L'émission de signaux et communications de nature à porter atteinte à la sûreté de l'Etat ou qui seraient contraires à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, ou qui constitueraient un outrage aux convictions d'autrui ou une offense à l'égard d'un Etat étranger;..."

---

(1) Liberté de l'Information, Vol. II, p. 169.

(2) Ibid. p. 110

CANADA

Code criminel de 1892, amendé (1)

"Art. 135. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un an d'emprisonnement celui qui, sans justification légale, publie un pamphlet tendant à avilir, à outrager ou à exposer à la haine ou au mépris, dans l'opinion de la population d'un Etat étranger, un prince ou une personne qui exerce l'autorité souveraine sur cet Etat."

COLOMBIE

Décret No 1966 de 1946 portant réglementation des services de radiocommunications (2)

"Chapitre premier. Dispositions générales.

Art. 10. Aucune station de radiocommunication n'aura le droit de faire des émissions comportant quoi que ce soit qui puisse attenter à la morale publique, à la sécurité du pays ou à ses relations internationales, à l'honneur et à la sécurité des personnes et au respect qui est dû aux autorités légitimes, ou contenant des nouvelles fausses ou tendancieuses ou incitant, sous une forme quelconque, à manquer de respect aux autorités, à désobéir à la loi, ou à troubler l'ordre public."

Loi No 29 sur la presse, du 15 décembre 1944 (3)

"Art. 33. Quiconque donnera, sans l'autorisation du Ministre des Affaires étrangères, des informations sur la marche des négociations diplomatiques menées par le pays, sera passible d'une amende de 500 à 2.000 pesos.

Il n'est pas interdit par là aux journalistes et aux écrivains de discuter des intérêts du pays dans ses relations avec les pays étrangers.

Art. 46. S'il s'agit de diffamation ou d'injures dirigées contre les chefs d'Etat étrangers ou leurs agents diplomatiques, il faut, pour qu'une action soit ouverte, une plainte de l'intéressé ou la requête du Ministre des Affaires étrangères et la confirmation que l'Etat dont l'offensé est ressortissant, à l'exception de la Cité du Vatican, use de réciprocité à cet égard."

COSTA RICA

Code de police du 21 août 1941 (4)

Chapitre III. Délits contre une nation amie, son gouvernement et ses représentants.

(1) Liberté de l'Information, Vol. II, p. 173

(2) Ibid. p. 115

(3) Ibid. p. 25

(4) Códigos Penales Iberoamericanos, Estudio de legislación comparada, par Luis Jiménez de Asua, Vol. I, 1946, p. 832.

Art. 87. Toute personne qui, verbalement, par écrit, ou sous toute autre forme, porte publiquement atteinte à l'honneur ou à la réputation d'une nation amie, ou qui, publiquement, tient des propos diffamatoires ou insultants à l'égard du chef de l'Etat de cette nation ou de ses représentants diplomatiques, sera passible de détention pendant 30 à 180 jours ou d'une amende de 80 à 350 colons, sous réserve que l'acte incriminé ne constitue pas, à d'autres titres, un délit.

Sur le dépôt d'une plainte, le Ministère public, à la demande de l'autorité supérieure, engagera les poursuites requises.

#### CUBA

#### Code de défense sociale de 1938. (1)

#### Titre II - Délits contre la paix internationale, le droit international et la liberté et la sécurité des mers.

#### Chapitre premier - Délits contre la paix internationale et le droit international.

Art. 162 (a). Toute personne qui, dans une période où l'état de guerre n'est pas déclaré, commet, à l'intérieur du territoire de la République, un acte visant directement à porter atteinte à l'indépendance ou à l'intégrité du territoire ou à la stabilité du gouvernement d'un Etat étranger est passible d'une peine de prison de trois à six ans.

(b) Toute personne qui, dans une période où l'état de guerre n'est pas déclaré, commet, à l'intérieur du territoire de la République, un délit contre le chef d'un Etat étranger, est passible de la peine applicable au délit, augmentée d'un tiers, au minimum, ou de moitié, au maximum.

(c) Cette disposition est applicable aux délits commis, à l'intérieur du territoire de la République, contre les représentants diplomatiques d'un Etat étranger dans l'exercice de leurs fonctions.

(d) Quiconque porte atteinte à l'immunité de la personne ou viole le domicile du chef d'un autre Etat en visite officielle sur le territoire de la République ou du représentant diplomatique accrédité d'une autre puissance est passible d'une peine de prison de deux à six ans.

(e) Si le délinquant ne peut être poursuivi que sur plainte de l'offensé, les poursuites ne sont engagées qu'à la demande de celui-ci ou sur l'initiative du Gouvernement de la République.

Art. 163 (a) Quiconque incite publiquement le peuple cubain à une guerre d'agression contre une nation étrangère est passible d'une peine d'emprisonnement de un à trois ans.

(b) Toute personne qui, dans une période de négociations diplomatiques tendant au règlement pacifique d'un différend international, incite le peuple à exercer une pression sur le gouvernement en faveur de la guerre, est passible d'une peine d'emprisonnement de six mois et un jour à deux ans.

(1) Códigos Penales Iberoamericanos, Estudio de legislación comparada,  
por Luis Jiménez de Asua, Vol. I, 1946, p. 891.

(c) Quiconque répand des nouvelles fausses par la voie de la presse ou de la radio en vue de troubler la paix internationale ou les bonnes relations de la République avec toute autre nation est passible d'une peine d'emprisonnement de trois mois et un jour à un an ou d'une amende de 90 à 200 pesos.

Art. 164. Est passible d'une peine d'emprisonnement de six mois et un jour à trois ans toute personne qui, en temps de guerre, commet l'un des délits ci-après, c'est-à-dire toute personne :

(a) qui ne respecte pas l'inviolabilité des ambulances, hôpitaux et camps de concentration pour les blessés, les malades ou les prisonniers;

(b) qui refuse d'apporter l'assistance nécessaire aux blessés, aux malades, aux personnes admises dans les hôpitaux ou aux prisonniers de guerre;

(c) qui attaque, de quelque façon que ce soit, des navires, trains ou aéronefs utilisés comme hôpitaux ou servant au transport des blessés, des naufragés ou des prisonniers;

(d) qui empêche les organismes officiels de service social - qu'ils soient nationaux, étrangers ou internationaux - de s'acquitter de leur tâche.

Art. 165. Quiconque arrache ou détruit publiquement le drapeau, les armes ou autre emblème d'un Etat étranger pour manifester son mépris à l'égard de cet Etat ou qui les insulte, est passible d'une peine d'emprisonnement de trente et un jour à six mois ou d'une amende de 31 à 180 pesos, ou de ces deux peines à la fois.

#### TCHECOSLOVAQUIE

Loi No 165 du 20 décembre 1950 1)  
Concernant la défense de la paix

L'Assemblée nationale de la République tchécoslovaque a adopté la loi ci-après :

Le peuple tchécoslovaque.....

..... a déjà clairement exprimé dans sa nouvelle législation démocratique populaire sa volonté de sauvegarder la coexistence pacifique des peuples et de punir tous ceux qui menacent la paix. Constatant que les instigateurs d'une nouvelle guerre redoublent leurs menaces bellicistes et leur propagande pour une nouvelle guerre et se livrent maintenant à des actes manifestes d'agression, le peuple tchécoslovaque, en promulguant une loi pour la défense de la paix, tient à affirmer, une fois de plus, son désir de paix mondiale et de solidarité internationale et à poursuivre encore plus activement les efforts qu'il déploie dans ce sens.

Article 1. - 1. Quiconque tente de porter atteinte à la coexistence pacifique des peuples par toute forme d'instigation à la guerre ou de propagande belliciste, ou qui donne autrement son appui à la propagande belliciste, se rend coupable d'un crime contre la paix.

---

(1) Recueil des Lois de la République tchécoslovaque, No 68 du 24 décembre 1950, page 683.

2. Quiconque aura commis un crime de cette nature sera privé de sa liberté pendant une période de un à dix ans. Si les agissements visés au paragraphe 1,

- a) ont été commis au nom d'une association,
- b) s'ils ont pris des proportions considérables, ou
- c) s'il existe d'autres circonstances aggravantes, le coupable sera privé de sa liberté pendant une période de dix à vingt-cinq ans.

#### REPUBLIQUE DOMINICAINE

##### a. Dispositions législatives

"Loi No 1951 du 2 mars 1949 portant réglementation des spectacles publics et des émissions radiophoniques (1)

Article 2. Les règlements visés à l'article précédent peuvent interdire, en totalité ou en partie, les spectacles, projections cinématographiques et émissions radiophoniques contraires à la morale et aux bonnes moeurs, nuisibles aux bonnes relations avec des pays amis ou, d'une manière générale, de nature à porter atteinte aux principes et aux règles de conduite du peuple dominicain.

Règlement concernant les spectacles publics et les émissions radiophoniques (2)

Article 31. La Commission nationale des spectacles publics et des émissions radiophoniques ne permettra pas, non plus, sous aucun prétexte, la présentation de films ou de pièces de théâtre qui offensent, ridiculisent, critiquent, discréditent, tournent en dérision, ou dénigrent des nations amies, le chef d'Etat de la nation ou des chefs d'Etat étrangers. Il en sera de même des films ou pièces de théâtre qui tendent à déformer les faits ou à leur attribuer une importance qu'ils n'ont pas, ou qui contribuent, par l'exagération ou par le mensonge, à présenter sous un faux jour les usages et les coutumes de pays étrangers qui entretiennent des relations amicales avec la République dominicaine."

##### b. Décision judiciaire : Espèce (1927) 3)

"Les journalistes M.A.P. et M.R.O. ont été traduits en justice, le premier sous l'accusation d'avoir commis le délit de diffamation et d'injures publiques, prévu à l'article 369 du Code pénal, contre la mémoire du défunt Président d'un Etat étranger, W.G.H., président des Etats Unis d'Amérique, le second sous l'accusation d'avoir commis des délits prévus aux articles 84 et 85 du même Code en se livrant à un acte, désapprouvé par le Gouvernement dominicain, qui avait consisté à publier dans le journal La Prensa l'article où le premier journaliste employait les termes injurieux et diffamatoires en question.

(1) E/CN.4/Sub.1/107/Add.4, page 2

(2) E/CN.4/Sub.1/107/Add.4, page 7

(3) Liberté de l'Information, Vol. II, page 199.

La Cour a condamné M.A.P. à six mois d'emprisonnement et à une amende de 50 pesos pour le délit d'injures publiques commis contre la mémoire dudit défunt... et M.R.O. à trois années d'exil pour avoir commis un acte désapprouvé par le Gouvernement dominicain et exposé ainsi la République aux risques d'une déclaration de guerre.

La Cour de cassation, attendu que l'article 84 du Code pénal est ainsi libellé : "Celui qui, par des actes hostiles, désapprouvés par le Gouvernement, aura exposé la République aux risques d'une déclaration de guerre, sera puni ...."; attendu qu'il est indispensable, pour que l'article 84 du Code pénal soit applicable, que le prévenu ait commis un ou plusieurs actes matériels portant atteinte aux droits d'un Etat et, en outre, que ces actes présentent un degré de gravité suffisant pour entraîner éventuellement une déclaration de guerre; que pareilles conditions ne se trouvent pas remplies dans le cas d'offenses commises envers un Etat par le moyen de paroles prononcées ou écrites; qu'en conséquence, dans le cas de l'accusé M.R.O., la publication, dans son journal, de l'article rédigé par l'accusé M.A.P. ne constituait pas un acte hostile contre l'Etat (étranger) de nature à exposer la République, etc....; et que, de ce fait, le juge a fait également, à l'égard de l'accusé M.R.O., une application erronée de la loi en infligeant une peine pour un acte que la loi ne punit pas, a cassé le jugement. (En ce qui concerne le premier accusé, la sentence a également été cassée du fait que, tant l'article 367 que l'article 369 du Code pénal se rapportent à des personnes vivantes et que les paroles considérées par le juge comme injurieuses ou diffamatoires se rapportaient non pas au chef d'une nation amie mais à un défunt qui exerçait ces fonctions de son vivant)."

#### EGYPTE

Code pénal du 31 juillet 1937 <sup>1)</sup>

#### "Chapitre XIV

#### Crimes et délits commis par la voie de la presse, etc.

Article 171. Sera puni comme complice d'une action qualifiée crime ou délit, quiconque, par des paroles ou des cris proférés en public, par des actes ou des gestes faits en public ou au moyen d'écrits, dessins, peintures, photographies, emblèmes ou tout autre moyen de représentation rendu public, ou par tout autre moyen de publicité, aura directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre ladite action, si la provocation a été suivie d'effet.

.....

Article 181. Sera punie d'un emprisonnement ne dépassant pas deux ans l'offense commise, par l'un des mêmes moyens, envers la personne d'un souverain ou chef d'Etat étranger.

Article 182. Sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas un an et d'une amende de 20 à 100 livres égyptiennes, ou de l'une de ces deux peines seulement, l'outrage commis, par l'un des mêmes moyens, envers le représentant accrédité en Egypte d'un Etat étranger, au sujet de faits relatifs à l'exercice de ses fonctions.

1) Répertoire permanent de législation égyptienne, Tri., 2ème édition, Juin 1938.

Article 188. La publication, faite de mauvaise foi, par l'un des mêmes moyens, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées, ou mensongèrement attribuées à des tiers, lorsque ces nouvelles ou pièces seront de nature à troubler la paix publique ou à porter préjudice à l'intérêt public, sera punie d'un emprisonnement ne dépassant pas dix-huit mois et d'une amende de 50 à 200 livres égyptiennes, ou de l'une de ces deux peines seulement.

FRANCE

Loi sur la liberté de la presse, du 29 juillet 1881 <sup>1)</sup>

"Offenses et outrages envers les chefs d'Etat et agents diplomatiques étrangers"

Article 36. L'offense commise publiquement envers les chefs d'Etat étrangers, les chefs de gouvernements étrangers et les ministres des affaires étrangères d'un gouvernement étranger sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de mille à un million de francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 37. L'outrage commis publiquement envers les ambassadeurs et ministres plénipotentiaires, envoyés, chargés d'affaires ou autres agents diplomatiques accrédités près du Gouvernement de la République sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de mille francs à un million de francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 27. La publication, la diffusion ou la reproduction, par quelque moyen que ce soit, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers, lorsque, faite de mauvaise foi, elle aura troublé la paix publique ou aura été susceptible de la troubler, sera punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de mille francs à un million de francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les mêmes faits seront punis d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 10.000 francs à 3 millions de francs, lorsque la publication, la diffusion ou la reproduction faite de mauvaise foi sera de nature à ébranler la discipline ou le moral des armées ou à entraver l'effort de guerre de la nation.

Article 60. La poursuite devant les tribunaux correctionnels et de simple police aura lieu conformément aux dispositions du chapitre II du titre premier du livre II du Code d'instruction criminelle, sauf les modifications suivantes :

- 1) Dans le cas d'offense envers les chefs d'Etat ou d'outrages envers les agents diplomatiques étrangers, la poursuite aura lieu soit à leur requête, soit d'office, sur leur demande adressée au Ministre des affaires étrangères et, par celui-ci, au Ministre de la Justice;

En ce cas, seront applicables les dispositions de l'Article 49 sur le droit de saisie et d'arrestation préventive, relatives aux infractions prévues par les articles 23, 24 et 25.

1) Liberté de l'Information, Volume II, page 36.



GRECE

Loi constitutionnelle No 87 <sup>1)</sup>

Article premier. Quiconque aura insulté, tourné en dérision, ou diffamé par la voie de la presse :

- a) un gouvernement étranger,
- b) un ambassadeur accrédité auprès du gouvernement grec,
- c) un représentant diplomatique ou un envoyé d'un gouvernement étranger

sera puni d'un emprisonnement de six mois au minimum et d'une amende de 200.000 drachmes à 5 millions de drachmes, ou de l'une de ces deux peines seulement. Il en sera de même pour toute personne qui, au nom des citoyens, aura tenu des propos outrageants ou provoqué la haine ou la diffamation à l'égard des personnes visées aux alinéas b) et c) ci-dessus. Le tribunal peut également ordonner la suspension temporaire du journal en cause pour une période de six mois au maximum. En cas de récidive, la suspension est de règle. Les poursuites peuvent être engagées, soit sur la requête de la personne ou du gouvernement offensé, soit à la demande du Ministre de la presse du gouvernement grec, soit d'office par le ministère public.

La protection des personnes visées aux alinéas b) et c) ci-dessus est assurée dès le moment où le gouvernement étranger dépose la demande d'agrément à la nomination.

Article 2. Dans le cas où le ministère public engage les poursuites, soit d'office, soit à la demande du Ministre de la presse du gouvernement grec, il procède immédiatement à la confiscation du journal en cause. Il est statué sur le maintien de la confiscation conformément aux dispositions pertinentes de l'article 14 de la Constitution.

Loi No 5060 de 1931, relative à la presse <sup>2)</sup>

Article 18. Quiconque aura insulté, tourné en dérision ou diffamé un gouvernement étranger ou un ambassadeur accrédité auprès du Gouvernement grec ou un représentant diplomatique ou un envoyé d'un gouvernement étranger, sera puni d'un emprisonnement de six mois au maximum et d'une amende de 2.500 à 25.000 drachmes, ou de l'une de ces deux peines seulement. Il en sera de même pour toute personne qui aura publié, dans la presse, des nouvelles fausses et insultantes pour un gouvernement étranger. Les poursuites sont engagées, soit sur la requête de la personne ou du gouvernement offensé, soit sur la demande du Ministre des affaires étrangères du Gouvernement grec.

1) Réponse du Gouvernement de la Grèce en date du 12 juillet 1948 à la circulaire du Secrétaire général du 7 mai 1948 (No SOA/1/011/ES) concernant l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur la liberté de l'information (document E/CONF.6/79).

2) Ibid.

INDE

Constitution de l'Inde, du 26 novembre 1949 <sup>1)</sup>

Droits à la liberté

Article 19. (1) Tous les citoyens ont droit

(a) à la liberté de parole et d'expression;

(2) Rien dans l'alinéa (a) du paragraphe 1 ne pourra modifier les conditions d'application de toute loi existante, ou empêcher l'Etat de promulguer toute loi nouvelle, sur la diffamation écrite ou orale, sur les outrages à l'autorité d'un tribunal ou sur tout acte qui est contraire à la décence ou aux bonnes moeurs, qui menace la sécurité de l'Etat ou qui tend à les renverser.

Amendement à la Constitution, adopté par le Parlement de l'Inde en juin 1951 <sup>2)</sup>

(a) Le texte du paragraphe 2 sera remplacé par le texte ci-après et ledit paragraphe sera toujours considéré comme ayant été promulgué dans la forme suivante :

(2) Rien dans l'alinéa (a) du paragraphe 1 ne pourra modifier les conditions d'application de toute loi existante, ou empêcher l'Etat de promulguer toute loi nouvelle, qui imposerait des restrictions raisonnables à l'exercice d'un droit conféré par ledit alinéa dans l'intérêt de la sécurité de l'Etat, des relations amicales avec les Etats étrangers, de l'ordre public, de la décence ou des bonnes moeurs, notamment toute loi existante ou autre concernant les outrages à l'autorité d'un tribunal, la diffamation ou l'incitation à commettre un délit.

Deuxièmement : Aucune des lois qui étaient applicables sur le territoire de l'Inde immédiatement avant l'entrée en vigueur de la Constitution et qui sont compatibles avec les dispositions de l'article 19 de la Constitution, tel qu'il est amendé par le paragraphe 1 du présent texte, ne peut être considérée comme annulée ou devenue caduque du seul fait qu'il s'agit d'une loi supprimant ou limitant le droit conféré par l'alinéa (a) du paragraphe 1 dudit article et que son maintien en vigueur n'a pas été assuré par le paragraphe 2 dudit article dans sa forme initiale.

IRAN

Actes attentatoires dirigés contre les souverains et les hommes d'Etat étrangers

Article 40. La loi interdit strictement tous les actes attentatoires dirigés contre les souverains d'Etats amis; un acte de ce genre expose son auteur à une amende de 10 à 300 tomans ou à une peine d'emprisonnement d'un mois à un an ou, le cas échéant, à ces deux peines à la fois.

1) Annuaire des droits de l'homme, 1949, page 98.

2) Renseignements fournis par la délégation de l'Inde auprès des Nations Unies à New York.

Article 41. La loi interdit de porter atteinte à l'honneur des représentants officiels d'un Etat étranger et des membres d'une assemblée politique étrangère, dont la situation correspond à celle de député dans le pays; quiconque se rendra coupable de ce délit sera puni d'une amende de 5 à 200 tomans et d'un emprisonnement d'une semaine à trois mois.

Article 42. Les ressortissants étrangers peuvent adresser leurs plaintes soit directement à la police, soit au Ministère de la justice par l'entremise du Ministère des Affaires étrangères; les tribunaux peuvent également en être saisis.

#### LIECHTENSTEIN

#### Loi du 14 mars 1949 sur la défense de l'Etat 1)

Article 12. Quiconque aura insulté publiquement un Etat étranger dans la personne du chef de cet Etat ou de son représentant diplomatique, ou dans son gouvernement;

Quiconque aura, avec préméditation, arraché, détérioré ou insulté l'emblème national d'un Etat étranger arboré publiquement par un représentant accrédité de cet Etat, notamment ses armes ou son drapeau, sera considéré comme s'étant rendu coupable d'un délit et sera passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée de trois ans au maximum ou d'une amende ne dépassant pas 15.000 francs.

#### MEXIQUE

#### Code criminel de 1931 du district fédéral de Mexico 2)

##### Chapitre II - Violation de l'immunité et de la neutralité

Article 148. Sera puni d'une peine d'emprisonnement (prisión) de trois jours à deux ans et d'une amende de 100 à 2000 pesos quiconque se sera rendu coupable :

I. D'une violation de l'immunité diplomatique à l'égard des biens ou de la personne d'un sujet étranger ou du représentant d'une autre nation - que celui-ci réside sur le territoire de la République ou ne fasse que le traverser;

IV. D'un acte attentatoire ou d'un acte de violence quelconque dirigé contre les armes, l'emblème ou le drapeau d'une puissance amie.

Article 360. Il ne sera engagé de poursuites contre une personne coupable du délit d'injures ou de diffamation, écrite ou orale, que sur la plainte de l'offensé, sauf dans les cas suivants :

II. Si le délit a été commis soit contre la nation mexicaine, soit contre une nation ou un gouvernement étranger ou ses agents diplomatiques au Mexique. Dans le premier cas, les poursuites seront engagées par le ministère public; dans les autres cas, le ministère public ne pourra agir que sur dépôt d'une plainte.

1) Annuaire des droits de l'homme 1949, page 144.

2) Legislacion Penal Mexicana, recueil préparé par Andrade, 1938

PAYS-BAS

Code pénal de 1886, amendé <sup>1)</sup>

Livre Deux, Délits

Chapitre III - Délits contre les chefs et représentants d'Etats amis

Article 115. Tout acte attentatoire à la vie ou à la liberté d'un prince régnant ou du chef d'un Etat ami est passible d'une peine d'emprisonnement de 15 ans au maximum.

Si l'acte attentatoire à la vie d'une personne de ce rang entraîne la mort ou s'il est commis avec préméditation, la peine fixée est l'emprisonnement à vie ou à terme, pour une période de vingt ans au maximum.

Art. 116. Toute tentative de voies de fait sur la personne d'un prince régnant ou du chef d'un Etat ami qui, aux termes du code pénal, ne constitue pas un délit plus grave, est punie d'un emprisonnement de six ans au maximum.

Art. 117. Toute insulte délibérée à un prince régnant ou au chef d'un Etat ami est punie d'un emprisonnement de quatre ans au maximum ou d'une amende de 300 florins au maximum.

Art. 118. Toute insulte délibérée à un représentant d'une puissance étrangère accrédité auprès du Gouvernement des Pays-Bas, dans l'exercice de ses fonctions, est punie d'un emprisonnement de quatre ans au maximum ou d'une amende de 300 florins au maximum.

Art. 119. Toute personne qui répand, exhibe ou expose publiquement ou qui garde en réserve afin de les diffuser, de les exhiber ou de les exposer publiquement, un écrit ou une image insultants pour le prince régnant ou le chef d'un Etat étranger, ou pour le représentant d'une puissance étrangère accrédité auprès du Gouvernement des Pays-Bas dans l'exercice de ses fonctions, est passible, s'il sait ou s'il a de bonnes raisons de supposer que l'écrit ou l'image en question présente un caractère insultant, d'un emprisonnement de six mois au maximum ou d'une amende de 300 florins au maximum.

Est passible de la même peine, toute personne qui, connaissant ou possédant de bonnes raisons de soupçonner le véritable caractère d'un écrit de cette nature en assure l'audition publique.

Si le délinquant commet l'un des délits mentionnés au présent article dans l'exercice de sa profession et si, au moment où le délit est commis, il s'est écoulé moins de 2 ans depuis la confirmation d'une peine précédente, à lui infligée pour l'un de ces mêmes délits, il peut se voir interdire l'exercice de sa profession.

NOUVELLE-ZELANDE

Loi criminelle de 1908 <sup>2)</sup>

"Art. 120. Ecrits injurieux à l'égard des souverains et chefs d'Etat étrangers. Quiconque publie, sans cause légitime, un écrit visant à attaquer

1) Het Wetboek Van Strafrecht (1947)

2) Liberté de l'Information, Vol. II, page 181.

la réputation d'un monarque ou de toute personne exerçant l'autorité souveraine sur un Etat étranger, à le décrier ou à l'exposer à la haine ou au mépris du peuple d'un Etat étranger, est passible d'une année d'emprisonnement."

PEROU

Loi sur la sécurité internationale - Décret-loi N° 11049 du 1er juillet 1949<sup>1/</sup>

Article premier. Quiconque commet, à des fins politiques ou sociales, l'un des actes énumérés ci-après, est considéré comme s'étant rendu coupable d'un délit contre la sécurité et l'ordre publics.

b. Diffuser verbalement, par écrit, ou par tout autre moyen, soit à l'intérieur du territoire de la République, soit à l'étranger, des nouvelles ou informations fausses ou tendancieuses visant à troubler l'ordre public ou à porter atteinte au prestige et à la réputation du pays de ses institutions, de ses hauts fonctionnaires ou du Trésor national;

.....

SUEDE

Loi constitutionnelle relative à la liberté de la presse, du 23 mars 1949<sup>2/</sup>

Chapitre 7. Infractions à la liberté de la presse

"Art. 4. Compte tenu des fins visées par la liberté de la presse, telles qu'elles sont énoncées au chapitre premier, la publication d'un texte est interdite si le contenu de ce texte est punissable par la loi et si, en même temps, il implique :

(7) une insulte au drapeau ou aux armes d'une puissance étrangère, ou à l'égard de tout autre symbole de sa souveraineté; une offense ou un autre acte diffamatoire dirigé contre le chef d'un Etat étranger ou son représentant dans le Royaume;

(9) la diffusion de faux bruits ou d'autres déclarations mensongères, de nature à mettre en péril la sûreté du Royaume, le bien-être de la population, l'ordre public et la sûreté intérieure, ou à ébranler le respect de l'autorité ou de tout autre organisme habilité à prendre des décisions relatives aux affaires publiques.

Loi relative aux représentations cinématographiques, du 22 juin 1911<sup>3/</sup>

Paragraphe 6, deuxième alinéa. L'approbation doit, de même être refusée aux films dont la projection pourrait être considérée comme inopportune du point de vue des relations du Royaume avec les puissances étrangères, ou qui fourniraient

1) Annuaire des droits de l'homme, 1949, p. 164

2) Liberté de l'information, Vol. II, page 81.

3) Ibid. p. 163

des renseignements sur l'effectif, l'état, la position ou les mouvements de l'armée, de la marine ou de l'aviation, ou sur d'autres mesures ou dispositions concernant la défense nationale et dont la divulgation serait susceptible de porter atteinte à la défense de l'Etat."

## SUISSE

### Code pénal du 21 décembre 1937 <sup>1)</sup>

"Art. 296. Celui qui, publiquement, aura outragé un Etat étranger dans la personne de son chef, de son agent diplomatique ou dans son gouvernement, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

[Art. 297. Celui qui, publiquement, aura outragé un représentant délégué à l'Assemblée ou au Conseil de la Société des Nations par un Etat Membre de la Société,

celui qui, publiquement, aura outragé le Secrétaire général de la Société des Nations ou le Directeur du Bureau international du Travail,  
sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.]

Art. 298. Celui qui, par malveillance, aura enlevé, dégradé ou aura, par des actes, outragé les emblèmes de souveraineté d'un Etat étranger arborés publiquement par un représentant officiel de cet Etat, notamment ses armes ou son drapeau, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

Art. 302. Les crimes et les délits prévus au présent titre ne seront poursuivis que sur décision du Conseil fédéral.

Dans les cas prévus aux articles 296 et 297 (premier alinéa), le Conseil fédéral n'ordonnera la poursuite qu'à la requête du Gouvernement étranger et s'il tient la réciprocité pour assurée. En temps de service actif, il pourra ordonner les poursuites, même en l'absence de toute requête du Gouvernement de l'Etat étranger et même si la réciprocité n'est pas assurée."

### Lois cantonales

#### Canton du Tessin <sup>2)</sup>

##### Disposition constitutionnelle <sup>3)</sup>

"La liberté de la presse est garantie, à condition qu'elle n'offense pas les bonnes mœurs, ni la religion du Canton, ni les relations extérieures de la Confédération. La loi en réprimera les abus."

1) Liberté de l'information, Vol. II, page 193.

2) Ibid. page 90.

3) Ibid. page 91.

## ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Résolution commune du Congrès des Etats-Unis <sup>1)</sup>

Il sera interdit par la loi d'exposer aux regards, dans un rayon de cinq cents pieds autour d'une ambassade, d'une légation ou d'un consulat dans le "District of Columbia", tout drapeau, bannière, affiche ou autre objet qui serait de nature ou contribuerait à intimider, à contraindre ou à exposer à la haine publique un gouvernement, un parti ou une organisation étrangère ou à discréditer, aux yeux du public, ses actes ou opinions d'ordre politique, social ou économique, ou à intimider, contraindre, inquiéter ou discréditer, aux yeux du public, les représentants diplomatiques ou consulaires d'un pays quelconque ; il sera également interdit par la loi de se rassembler dans un rayon de cinq cents pieds autour de toute ambassade, légation ou consulat et de refuser de se disperser après en avoir reçu l'ordre de la part des autorités de police du district.

Droit jurisprudentiel

Frend et consorts contre Etats-Unis <sup>2)</sup> - Les défendeurs ont été accusés d'infraction à la résolution du Congrès pour avoir défilé sur la voie publique devant l'ambassade d'Autriche ou d'Allemagne avec un certain nombre d'autres personnes, dont plusieurs portaient des bannières ou panneaux sur lesquels on pouvait lire des propos diffamatoires visant à jeter le discrédit sur le gouvernement allemand. Les défendeurs ont fait valoir, entre autres, que la résolution du Congrès est contraire à la Constitution, car elle a eu pour effet de limiter le droit à la liberté de parole et à la liberté de réunion, garanti par les dispositions de la Constitution des Etats-Unis.

Décision : La résolution est valable et conforme à la Constitution. Si on l'interprète en tenant compte de son véritable objet et des limitations prévues par la Constitution, ladite résolution n'impose pas de restrictions à la liberté de parole ou de réunion, sauf dans la mesure où l'exercice de ces libertés se traduirait par une manifestation publique outrageante destinée à soulever les passions et le ressentiment contre les gouvernements des pays avec lesquels nous avons des relations officielles et ce, lorsque ces actes outrageants sont commis sur la voie publique, au voisinage immédiat d'ambassades, de légations ou de consulats ou autres immeubles utilisés à des fins officielles par ces gouvernements. Ce sont là des restrictions raisonnables et justifiées. Elles ne constituent nullement un amoindrissement des droits du citoyen. Le droit que chacun possède d'utiliser la voie publique n'a jamais été tenu pour illimité et jamais il n'a été dit qu'il peut être exercé au mépris des lois fédérales des Etats-Unis ou des lois de l'un quelconque des états de l'Union. Au contraire, il a toujours été reconnu qu'une municipalité peut contrôler et réglementer l'utilisation de la voie publique pour le bien général; ...

En vertu du droit international, chaque gouvernement est tenu de prendre toutes les précautions utiles pour éviter les actes de nature à intimider, contraindre, inquiéter ou discréditer les représentants diplomatiques ou consulaires d'un gouvernement étranger ... le devoir qui incombe au Gouvernement des Etats-Unis de protéger les diplomates étrangers dans leurs ambassades et légations contre toute

1) 52 Stat. 30, 22 U.S.C.A.

2) Frend vs. U.S. 1938, 100 F. 2d 961, 69 App. D.C. 281.

vexation et molestation lui impose également de protéger la résidence d'un ambassadeur ou d'un ministre contre toute intrusion ainsi que contre tout autre acte tendant à porter atteinte à la tranquillité ou à la dignité de la mission ou d'un membre de la mission 1).

#### UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

#### Loi relative à la défense de la paix - Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, 12 mars 1951 2)

Le Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques décide :

1. De considérer que la propagande belliciste, sous quelque forme que ce soit, nuit à la cause de la paix, crée la menace d'une nouvelle guerre et constitue, par conséquent, un crime extrêmement grave contre l'humanité;
2. De traduire devant les tribunaux les personnes qui mènent une propagande belliciste et de les faire passer en jugement comme coupables d'un crime de la plus haute gravité.

#### URUGUAY

#### Code pénal du 4 décembre 1933 3)

Chapitre II - Délits à l'égard des Etats étrangers, des chefs de leurs gouvernements ou de leurs représentants diplomatiques.

Article 138.- (Attentats à la vie, à la personne, à la liberté ou à l'honneur des chefs d'Etat étrangers ou de leurs représentants diplomatiques). Toute personne qui, délibérément, attente, sur le territoire national, à la vie, à la personne, à la liberté ou à l'honneur d'un chef d'Etat étranger ou d'un représentant diplomatique étranger est passible d'une peine de quatre à dix ans de travaux forcés (penitenciaria) dans le cas d'une atteinte à la vie, et d'une peine de deux à six ans de travaux forcés dans les autres cas.

Si l'acte incriminé entraîne la mort, la peine est de quinze à trente ans de travaux forcés.

Article 139.- (Outrages aux emblèmes étrangers). Toute personne qui, dans un lieu public ou dans un lieu ouvert ou exposé au public, à l'intérieur du territoire national, se rend coupable d'un outrage envers le drapeau ou un autre emblème d'un Etat étranger est passible d'une peine allant de six mois d'emprisonnement (prision) à trois ans de travaux forcés (penitenciaria).

- 1) Sur appel devant la Cour d'appel des Etats-Unis pour le "District of Columbia", cette décision a été confirmée; 59 S. CT. 488, 306 U.S. 640, 83 L. Ed. 1040.
- 2) Soviet Monitor, N. 12,366, Mardi 13 mars 1951; Morning Bulletin.
- 3) Codigos Penales Iberoamericanos. Estudio de Legislacion comparada, par Luis Jiménez de Asúa, vol. II, 1946, p. 773.



### TROISIEME PARTIE

Restrictions à la liberté de l'information dans les dispositions législatives et la jurisprudence nationales en ce qui concerne les "discriminations raciales, nationale et religieuse".

#### AUTRICHE

Code pénal du 27 mai 1852 avec ses amendements <sup>1)</sup>

"Incitation à la haine contre des groupes nationaux, des communautés religieuses, des sociétés etc.

Art. 302.- Quiconque incite ou tente d'inciter d'autres personnes à l'hostilité contre un groupe national, contre des communautés religieuses ou sociales, contre des classes sociales ou contre une société reconnue par la loi ou qui, en général, incite les habitants de l'Etat à des actions hostiles à d'autres, les encourage ou les provoque à cette fin, sera, à moins que cette activité ne constitue un acte passible de peines plus graves, coupable d'un délit et puni d'emprisonnement de trois à six mois."

#### EGYPTE

Code pénal du 31 juillet 1937 <sup>2)</sup>

#### Chapitre XIV

"Crimes et délits commis par la voie de la presse etc,

Art. 171. Sera puni comme complice d'une action qualifiée crime ou délit, quiconque, par des paroles ou des cris proférés en public, par des actes ou des gestes faits en public, ou au moyen d'écrits, dessins, peintures, photographes, emblèmes ou par tout autre moyen de publicité aura directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre ladite action, si la provocation a été suivie d'effet.

Art. 176.- Sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas un an et d'une amende de livres ég. 20 à 100 ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque par l'un des mêmes moyens aura excité à la haine ou au mépris contre une ou plusieurs classes de la population lorsque ces excitations sont de nature à troubler la paix publique."

#### FRANCE

Loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 <sup>3)</sup>

#### Chapitre IV.

Paragraphe 3. Délits contre les personnes.

"Art. 32... La diffamation commise par les mêmes moyens envers un groupe de personnes non désignées par l'article 31 de la présente loi (membres du gouvernement, fonctionnaires publics, etc.), mais qui appartiennent, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée, sera puni de l'emprisonnement d'un mois à un an.....

1) Liberté de l'information, vol II, page 168

2) Répertoire permanent de législation égyptienne, Tri, 2me éd. Juin 1938

3) Liberté de l'Information, Vol. II, p.35.

Art. 33..... Le maximum de la peine d'emprisonnement sera de six mois et celui de l'amende de 500.000 francs si l'injure a été commise envers un groupe de personnes qui appartiennent, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée, dans le but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants.

Si l'injure n'est pas publique, elle ne sera punie que de la peine prévue par l'article 471 du Code pénal.

Art. 60. La poursuite devant les tribunaux correctionnels et de simple police aura lieu conformément aux dispositions du Chapitre II du Titre I du Livre II du Code d'instruction criminelle, sauf les modifications suivantes:

... 2. Dans le cas de diffamation envers les particuliers, prévus par l'article 32, et dans le cas d'injure prévu par l'article 33, paragraphe 2, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de la personne diffamée ou injuriée.

Toutefois, la poursuite pourra être exercée d'office par le ministère public lorsque la diffamation ou l'injure commise envers un groupe de personnes appartenant, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée, aura eu pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants."

#### INDE

#### Loi sur la Presse aux Indes (Loi no XXIII de 1931)<sup>1)</sup>

##### "Contrôle des presses à imprimer et des journaux

Pouvoir de revendiquer, dans certains cas, le cautionnement ou la confiscation de la presse

(d) à susciter la haine ou le mépris à l'égard du Gouvernement légalement établi aux Indes, ou de l'administration de la justice aux Indes, ou de toute classe ou section de la population des Indes, ou à porter atteinte à leur loyalisme à l'égard du Gouvernement

##### Code pénal 1868 ( amendé )<sup>3)</sup>

Art. 124 A.- Quiconque par la parole, par ses écrits, par signes, par représentation visuelle ou de toute autre manière suscite ou s'efforce de susciter la haine ou le mépris, porte atteinte ou s'efforce de porter atteinte au loyalisme à l'égard du Gouvernement légalement établi aux Indes, sera puni de déportation à vie ou à temps avec ou sans amende, ou d'emprisonnement d'une durée maximum de trois ans, avec ou sans amende, ou d'amende.

##### Incitation à la haine entre classes de la population

Art. 153 A.- Quiconque, par la parole, par ses écrits, par signes, par représentation visuelle ou de toute autre manière, suscite ou s'efforce de susciter l'hostilité ou la haine entre différentes classes de sujets, est passible d'un maximum de deux ans de prison, ou d'amende ou de ces deux peines.

##### Actes malveillants et intentionnels visant à blesser les sentiments religieux d'une catégorie de la population par des outrages à sa religion ou à ses croyances religieuses

Art. 295 A. Quiconque agissant avec malveillance et de propos délibéré dans l'intention de blesser les sentiments religieux d'une catégorie de sujets de Sa Majesté, outrage ou cherche à outrager par des paroles ou par des écrits ou par des moyens de représentation visuelle la religion ou les croyances religieuses de cette catégorie de personnes sera puni d'une peine d'emprisonnement

1) Liberté de l'information, vol. II, p. 61.

2) Ibid. p. 176.

sous l'une quelconque des formes prévues par la loi d'une durée de deux ans au plus et d'une amende, ou des deux peines à la fois.

Art. 505.- Quiconque fait, publie ou propage toute déclaration ou répand tous bruits ou rumeurs

(c) avec l'intention d'inciter, ou de nature à inciter toute classe ou tout autre groupe de personnes à nuire à toute autre classe ou groupe, est passible d'un maximum de deux ans de prison, ou d'amende ou de ces deux peines.

Exception.- Il n'y a pas crime ou délit, aux termes de la présente section, lorsque la personne qui met en circulation ou propage toute déclaration, tous bruits ou rumeurs, a des raisons sérieuses de croire que de telles déclarations, bruits ou rumeurs sont véridiques, et qu'elle les met en circulation, publie ou propage sans aucune des intentions indiquées ci-dessus."

"Code de procédure criminelle 1923 ( amendé ) 1)

Art 99 A (1) (a) Lorsque tout journal ou livre, tels que les définit la loi de 1867 sur la presse et l'enregistrement des livres, ou

(b) Lorsque tout document, où qu'il ait été imprimé, paraît au gouvernement provincial contenir un texte séditieux, ou un texte suscitant ou de nature à susciter l'hostilité ou la haine entre différentes classes de sujets des Indes, ou un texte qui, délibérément et avec l'intention de nuire, se propose de porter outrage aux sentiments religieux de toute classe de sujets en insultant la religion et les croyances religieuses de cette classe, c'est-à-dire tout texte dont la publication est punissable aux termes de la section 124 A ou de la section 295 A du Code pénal des Indes, le gouvernement provincial peut, par la publication au journal officiel d'un avis indiquant les raisons sur lesquelles il fonde son opinion, déclarer confisqué par le Gouvernement chaque exemplaire du numéro du journal et chaque exemplaire de tel livre ou autre document contenant ce texte..!"

PAYS - BAS

Code pénal de 1886 (texte amendé) 2)

Chapitre V - Délits contre l'ordre public

Art. 137c. Quiconque, sciemment et en public, par des paroles, des écrits ou des images offense une partie de la population ou un groupe de personnes dont certaines font partie de la population, sera passible d'un emprisonnement d'un an au plus ou d'une amende de 300 florins au plus.

Art. 137d. Quiconque diffuse, affiche ou expose au public ou détient pour les diffuser, les afficher ou les exposer au public des écrits ou des images qui ont un caractère ou injurieux pour une partie de la population ou pour un groupe de personnes dont certaines font partie de la population sera passible d'un emprisonnement de six mois au plus ou d'une amende de 300 florins au plus s'il sait ou s'il a des raisons sérieuses de penser que les dits droits ou les dites images ont ce caractère. Sera passible des mêmes peines, quiconque sachant qu'un écrit a ce caractère, ou ayant des raisons sérieuses de le penser, en provoque la lecture en public.

Si le délinquant commet l'un des délits définis dans le présent article dans l'exercice de sa profession et si au moment où il le commet, moins de cinq ans

1) Liberté de l'Information p.176

2) Het Wetboek Van Strafrecht (1947)

se sont écoulés depuis la confirmation d'une condamnation antérieurement prononcée contre lui pour un délit de même nature, il peut être déchu du droit d'exercer sa profession.

Art. 147. Sera passible d'un emprisonnement de trois mois au plus ou d'une amende de 120 florins au plus :

1. Quiconque, en public, oralement ou par écrit use de termes méprisants ou blasphématoires, injurieux pour les sentiments religieux d'autrui;

2. Quiconque tourne en dérision une personne officiant au cours d'une cérémonie religieuse dans l'exercice légitime de ses fonctions;

3. Quiconque raille des objets utilisés pour la célébration d'une cérémonie religieuse aux lieux et aux heures où cette cérémonie est autorisée.

#### NOUVELLE-ZELANDE

##### Loi sur les crimes 1908 <sup>1)</sup>

" Art. 118. Définition des délits de sédition.- 1) Par intention séditeuse, on entend l'intention

.....

d) de favoriser des sentiments inamicaux ou hostiles entre différentes classes de sujets ( de Sa Majesté)

2) Ne sera pas considérée comme animée d'une intention séditeuse toute personne qui, de bonne foi, cherche :

.....

g) à signaler, en vue de leur suppression, les questions qui produisent ou qui sont de nature à produire des sentiments inamicaux ou hostiles entre différentes classes de sujets de Sa Majesté.

#### PHILIPPINES

##### Jurisprudence <sup>2)</sup>

Des commentaires d'un caractère diffamatoire adressés à une classe ou à un groupe de personnes, mais seulement dans des termes généraux, ne peuvent être déférés devant les tribunaux par des membres isolés de cette classe ou de ce groupe, à moins qu'il s'agisse d'une généralisation par trop absolue; et il est très vraisemblable que, même dans ce cas, il n'y aurait pas de justification à une action, si le groupe comprend un si grand nombre de personnes que le bon sens même indiquerait à ceux que la publication concerne que celle-ci n'indique pas qu'il n'y a pas dans le groupe incriminé, des personnes menant une vie probe et respectueuse des lois, et que ce serait faire preuve d'extravagance et d'absurdité que de condamner les agissements de tous à cause de ceux d'une fraction. C'est ainsi qu'un journal qui avait déclaré qu'une société chinoise - dont l'objectif était d'amener les Chinois à boycotter les produits japonais aussi longtemps que le Gouvernement de ce pays poursuivrait une politique jugée menaçante pour l'intégrité du territoire de la République chinoise - avait, au cours d'un entretien secret, offert dix mille pesos pour la vie du Consul général de Chine, fut reconnu par les tribunaux comme ayant publié une accusation tout à fait impersonnelle en soi, qui n'habilitait pas les membres, le président et le trésorier de la société en question, à intenter une action contre l'auteur de l'article et le propriétaire du journal.(3)

1) Liberté de l'information, vol II. p. 181

2) idem, p. 205

3) Uy Tioco et autres contre YagShu Wen et autres, 32, Rép.Phil.624

POLOGNE

Décret No 334 du 5 août 1949 relatif à la sauvegarde de la liberté de conscience et de la liberté de religion.(1)

Art. 7. (1) Quiconque publiquement outrage, tourne en dérision ou humilie une personne ou un groupe de personnes en raison de leurs croyances religieuses ou à raison de leur appartenance ou de leur non appartenance à une communauté ou à une confession religieuse, est passible d'une peine d'emprisonnement simple ou d'une peine de prison ordinaire de 5 ans au plus.

(3) Quiconque commet un autre acte délictueux quelconque contre une personne ou un groupe de personnes à raison de leur appartenance ou de leur non appartenance à une communauté ou à une confession religieuse, est passible d'une peine d'emprisonnement.

SUEDE

Loi constitutionnelle relative à la liberté de la presse du 23 mars 1949

Chapitre 7.- Infractions à la liberté de la presse (2)

"Art. 4.- Compte tenu du but de la liberté de la presse, tel qu'il est énoncé au chapitre premier, la publication d'un texte est défendue si le contenu de ce texte est punissable par la loi et si en même temps il implique :

.....

(10) Les menaces, calomnies ou écrits diffamatoires dirigés contre un groupe de personnes d'une origine ou d'une religion déterminée."

TURQUIE

Code pénal 3)

Art. 312.- Ceux qui font publiquement l'éloge d'un acte considéré par la loi comme étant un délit, qui encouragent la population à la transgression aux lois et qui provoquent l'animosité ou la haine entre les classes sociales d'une manière propre à nuire à la sécurité publique, sont condamnés à l'emprisonnement allant jusqu'à un an et à une amende jusqu'à 100 Livres turques.

ROYAUME - UNI

Jurisprudence

Constitue un délit le fait de diffamer collectivement une communauté religieuse, une société ou un groupe de personnes, sans citer aucun nom en particulier, si l'on déclare et si l'on prouve que cette diffamation tend à exciter la population à la haine contre tous ceux qui appartiennent à ladite communauté ou au dit groupe et qui est de nature à troubler l'ordre public.

Le prévenu avait sous une forme sensationnelle publié une nouvelle concernant un meurtre imputé à certains Juifs que l'on disait être récemment arrivés du Portugal et vivre dans le voisinage de Broad Street. On prétendait qu'ils avaient brûlé une femme et son bébé parce que le père de l'enfant était chrétien. Quelques Juifs, qui étaient venus du Portugal et qui, à cette époque, vivaient à Broad Street, furent attaqués par la population, cruellement maltraités et menacés dans leur vie. Des poursuites pénales avaient été engagées

1) Annuaire des Droits de l'homme, 1949.

2) Liberté de l'information vl.2, p.80

3) idem vl.2, p.196

bien que l'on eût fait valoir que l'on ne savait pas exactement qu'elles étaient les personnes accusées de meurtre. (1)

Constitue un délit le fait d'écrire à propos d'un couvent catholique, qu'il est un "lieu de prostitution". Il y a là une calomnie à l'égard de l'ensemble des religieuses du couvent, bien qu'aucune d'entre elles n'ait été nommée expressément. (2)

La publication d'un pamphlet injurieux pour le gouvernement et affirmant que ses représentants sont corrompus, ignorants et incapables, constitue une diffamation et peut être punie comme délit, même si dans le texte du pamphlet aucun membre particulier du gouvernement ni aucun de ses fonctionnaires n'est expressément nommé ou visé. (3)

#### ETATS-UNIS

##### Législation de l'Etat de Connecticut (4) texte amendé.

Nul ne pourra publier des propos tournant en dérision ou méprisant une personne ou une catégorie de personnes en raison de leurs croyances, religion, confession, de leur couleur, de leur origine nationale ou de leur race.

##### Loi de l'Etat d'Indiana (5)

Article 10-905 B. Nul ne pourra, agissant avec malveillance... préconiser ... ou propager la haine contre une ou plusieurs personnes ou contre un groupe de personnes considérées individuellement ou collectivement, en raison de leur race, de leur couleur ou de leur religion, ... d'une manière qui risque d'avoir pour effet ou a effectivement eu pour effet, de provoquer une émeute ... une entrave à la circulation sur la voie publique, ou ... de priver quiconque de la jouissance de ses droits civils ou constitutionnels.

##### Loi de l'Etat d'Illinois (6)

Nul ne pourra ... produire, vendre, offrir à la vente, annoncer, publier, présenter ou exposer en un lieu public de l'Etat des lithographies, films cinématographiques, pièces de théâtre, productions dramatiques, saynètes, si cette publication ou présentation a pour objet de dépeindre l'immoralité, la criminalité, l'impudicité ou les mauvaises mœurs d'une catégorie de citoyens, quelle que soit leur race, leur couleur, leurs croyances ou leur religion; ou si cette publication ou présentation expose les citoyens d'une race, d'une couleur, d'une croyance ou d'une religion au mépris, à la dérision ou à la honte et si une telle publication ou présentation est de nature à troubler l'ordre public ou à priver les citoyens de leurs droits.

- 
- (1) R.c/Osborn, 2 Barnard, 138, 166
  - (2) R. c/Gathercole (1838), 2. Law C.C. 237
  - (3) R. c/Tutchin, 14 Howell's St. Tr. 1095
  - (4) Chap. 417, para. 8376 (1949)
  - (5) Ind. Stat. para. 10-904-914 (Burns 1933)
  - (6) Chap. 38, para. 471 (Hurd-Smith 1934)

## Jurisprudence

Fox Film Corporation c/Collins.(1) Les tribunaux de l'Illinois, interprétant la loi, ont jugé qu'un professeur de sociologie pouvait être puni pour avoir, "dans un cours fait devant un groupe d'étudiants" donné lecture de textes "diffamatoires pour certains groupes religieux ou pour certaines races." Du point de vue constitutionnel, cette loi est valable. Le jugement de l'instance inférieure a été annulé.

### Loi de l'Etat de Massachusett (2)

Article 98c). Quiconque publie des écrits ou des imprimés faux dans une intention malveillante ou pour inciter à la haine contre un groupe de personnes, pour des raisons de race, de couleur ou de religion, est coupable du délit de diffamation ...

Note: La loi de l'Etat de Massachusett serait la seule loi adoptée aux Etats-Unis en vue de lutter contre "la propagation de la haine raciale ou religieuse."(3) Cette loi a été adoptée en avril 1943, à la suite d'une pétition de l'"American Jewish Congress", c'est-à-dire "à une époque où de nombreuses publications tendaient à propager la haine raciale aux Etats-Unis et où des émeutes raciales et la profanation d'édifices religieux dans la région de Boston causaient de vives préoccupations".(4) Il ne semble pas que des poursuites aient été engagées et des condamnations prononcées en vertu de cette loi.

### Loi de l'Etat de Nevada. (5)

Article 10110. L'expression "écrit diffamatoire" désigne un écrit qui contient une affirmation diffamatoire ... tendant ... à porter atteinte ... à la réputation d'une ou de plusieurs personnes vivantes, d'une collectivité ou d'une association ...

### Lois de l'Etat de New Jersey (Loi "Rafferty" ou loi "anti-nazie") (6)

Quiconque, en présence d'au moins deux personnes et dans une langue quelconque, tient des propos, prononce un discours ou fait une déclaration qui, de quelque manière que ce soit, préconise, conseille ou encourage pour des raisons de race, de couleur, de religion ou de culte, la haine, le dénigrement, la violence ou l'hostilité contre un groupe ou des groupes de personnes résidant ou se trouvant sur le territoire de l'Etat, est coupable d'un délit.

---

(1) 236 Ill. App. 281 (1925)

(2) Mass. Laws, chap. 272 (1943)

(3) Tanenhaus, "Group Libel" Cornell Law Quarterly, Winter, 1950, vol. 35, no. 2, p.286.

(4) Ibid.

(5) Nevada Laws (1929) cité par Tanenhaus, "Group Libel", Cornell Law Quarterly, vol. 35, 1950, p. 286-7.

(6) N.J. Statute Ann. tit. 2, chap. 157 B.

Jurisprudence

Ministère public c/Klapprott.<sup>1)</sup> Les tribunaux ont jugé que cette loi de l'Etat de New Jersey est inconstitutionnelle. Elle est si vague et imprécise que les citoyens ne peuvent savoir exactement quels sont les actes interdits. Les termes "haine", "dénigrement" et "hostilité" sont abstraits et imprécis... et de nature à porter atteinte aux droits accordés par la Constitution. Les parents qui enseigneraient à leurs enfants la religion d'un de leurs voisins et les professeurs de philosophie, dans les institutions d'enseignement, risqueraient de tomber sous le coup de ces dispositions.

---

<sup>1)</sup> 127, N.J. L. 395, 22 A 2d 877 (1941).